

A une semaine du très anxiogène dépôt des candidatures pour la présidentielle d'août 2016, les procès de Chantal Myboto Gondjout (mercredi) et de Jean Ping (aujourd'hui) corroborent le jusqu'au-boutisme belliqueux d'Ali Bongo. Au lieu de calmer le jeu, l'enfant-roi rajoute de la tension dans un climat déjà électrisé par les récentes révélations de Pierre Péan sur les origines en accordéon du chef de l'Etat.

Jean-Pierre Abele-Ntame

Jusqu'au bout, Ali Bongo sera demeuré en parfaite harmonie avec son art consommé de la contradiction, cette manie voisine de l'affabulation, qui fait énoncer à certains politiciens du degré zéro des billèvesées le matin, avant de les renier le soir pour en proférer de pires. A moins qu'il n'ait remis au goût du jour l'adage qui veut qu'on reprenne de la main droite un don consenti de la gauche, on ne comprend pas très bien la logique du président de la République. Chantre invétéré de la paix dans ses discours – (Cf. sa rhétorique incantatoire devant les parlementaires le 28 juin dernier) – Ali Bongo sème la terreur, la division, l'intolérance dans chaque acte qu'il pose.

Aujourd'hui, s'ouvre une semaine qui risque de mettre encore plus de plomb dans le fragile équilibre socio-politique largement abîmé par la violence de l'enfant-roi. En effet, harcelés par le pouvoir sous de fallacieux prétextes, deux farouches opposants au prétendu fils d'Omar Bongo vont devoir répondre devant la Justice, « sa » Justice. Mercredi, c'est Chantal Myboto Gondjout de l'Union nationale (UN) qui passera à la barre, pour se défendre du délit de diffamation contre le « sans pa-



Ali n'a pas honte. Comment peut-il être cruel avec un peuple aussi pacifique ?

piers » Ali Bongo. Pour avoir plusieurs fois déclaré en public que le chef de l'Etat n'était pas celui qu'il prétend, la fille de Zacharie essuie, depuis des mois, une cabale administrative et judiciaire qui confine à l'acharnement. Sûre de son fait pourtant, elle attend de pied ferme que le roi des émergents vienne apporter la preuve de sa diffamation. Cela promet !

Le cas de Jean Ping s'avère encore plus significatif du harcèlement exercé par le régime émergent. En effet, le candidat de Démocratie Nouvelle est accusé d'avoir porté atteinte à la sécurité, à l'ordre public et aux intérêts fondamentaux de la Nation, dans l'affaire dite des « cafards », jugée aujourd'hui par des assises spéciales. A vrai dire, ce n'est un secret pour personne que l'ancien président de la commission

de l'Union africaine fait de l'ombre à son rival, à tel point que celui-ci verrait d'un bon œil l'application de la peine requise la semaine dernière par le procureur de la République : un mois de prison ferme. Encore faudrait-il que Jean Ping, jusqu'ici indifférent à l'hyperactivité judiciaire de l'enfant-roi, daigne se présenter en personne au tribunal.

Des leaders politiques harcelés...

Comment donc Ali Bongo peut-il parler de « paix », alors qu'il passe son temps à envenimer un climat déjà hyper-explosif. On ne comprend pas, en effet, cette obstination du président de la République à jouer au père fouettard dans un contexte qui recommande plutôt de fortes doses de diplomatie, à tout le moins



L'armée va-t-elle suivre Ali Bongo dans son entreprise de destruction ?

une thérapie basalmique pour détendre un corps socio-politique au bord de la rupture d'anévrisme. Dans quelle démocratie a-t-on vu des leaders politiques être menacés à la veille d'un scrutin aussi sensible que l'élection présidentielle ? Pourquoi Ali Bongo ne recourt-il pas à des moyens réguliers pour affronter l'adversité, autrement qu'en se servant d'une Justice aux ordres ? L'extrême raideur du chef de l'Etat, en tous les cas, n'est pas un gage de sérénité, mais plutôt la préfiguration qu'il est prêt à faire feu de tout bois.

A cet égard, Pierre Péan revient verser du sable dans la marmite de la réélection fictive d'Ali Bongo. Chez nos confrères parisiens de *Marianne*, le journaliste s'est fendu de nouvelles révélations sur la filiation coupé-cloué de « l'Ibogabonais ».

Déjà sous le coup d'une plainte – il s'en moque comme Ping des cafards – l'auteur d'*Affaires africaines* (1983) taille un nouveau costume à « Ali Bongo le faussaire » ; le soupçonnant ouvertement de vouloir se présenter avec un faux certificat de nationalité comme en 2009 – voilà la Cenap démasquée hier comme aujourd'hui – Péan

accuse l'enfant-roi de préparer une nouvelle forfaiture. Au passage, il démontre l'impossibilité pour Joséphine Kama d'être sa mère, biologique (stérilité) ou adoptive (certificat d'adoption jamais établi). Ce rebondissement tombe donc au milieu d'une semaine que d'aucuns disent de tous les dangers. On devine aisément qu'Ali Bongo, piqué au vif et pris de panique devant l'état de l'ancien colonisateur, de l'opposition et de l'histoire, va se débattre avec l'énergie du désespoir d'une cause perdue. Il serait pourtant plus simple pour BOA de faire d'abord la paix avec lui-même, avant d'imposer aux Gabonais cette paix cadavérique qui devrait se payer par son maintien – intégrisme de la pensée – à vie sur le fauteuil présidentiel.

Pierre Péan a marqué l'essai, il reste à le transformer. ■

Lucarne

L'histoire d'Ali Bongo, une panoplie de légendes urbaines

